

2 Politique

Au lendemain du remaniement du gouvernement

L'autre défi de Mboumba Nziengui et Florentin Moussavou

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

Nommés respectivement ministre d'Etat en charge de l'Agriculture et ministre de l'Éducation nationale, ces deux personnalités devraient mettre à profit leur nouveau statut pour essayer de s'imposer, du point de vue de la légitimité, à la tête de leurs formations politiques respectives, à savoir l'Union du peuple gabonais (UPG) et l'Alliance démocratique et républicaine (Adere), aujourd'hui divisées.

DEPUIS vendredi dernier, le Gabon a un nouveau gouvernement. D'aucuns diraient depuis dimanche, d'autant plus que c'est ce jour que les vides laissés par Jean de Dieu Moukagni Iwangou et Jean-Robert Endamane, ont été comblés. Parmi les principaux enseignements à tirer de cette nouvelle équipe toujours dirigée par Daniel Ona Ondo : l'ouverture à la société civile, mais surtout à d'autres partis politiques aussi bien de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence que de l'opposition.

Par rapport aux partis politiques, on note, en effet, l'arrivée de Mathieu Mboumba Nziengui de l'Union du peuple gabonais (UPG) et de Florentin Moussavou de l'Alliance démocratique et républicaine (Adere). Le premier au poste de ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture et de l'Entrepreneuriat agricole, chargé de la mise en œuvre du Pro-

gramme Graine ; et le second en qualité de ministre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement technique.

Comme certains ont pu le constater à travers le communiqué final du tout premier Conseil des ministres sous le gouvernement Ona Ondo III, cette équipe devra, entre autres, accélérer la mise en œuvre du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE). Tout comme elle aura à "concrétiser et consolider l'action politique sur le terrain, en vue de répondre de manière efficace et efficiente aux attentes de nos populations, principalement dans les domaines de la santé, l'éducation, des infrastructures de communication, des infrastructures de base, de la préservation de la sécurité et de la paix".

Dans le même esprit, "ce nouveau gouvernement doit poursuivre ses programmes de transformation et de diversification de notre économie, soutenir davantage les secteurs porteurs de croissance et maintenir les efforts déjà engagés dans la mise en œuvre du Pacte social." En plus de cela, le président de la République a recommandé aux membres du gouvernement, afin de mener à bien l'ensemble de ces missions, "le patriotisme, l'abnégation, la détermination, le réalisme et la cohésion".

LEGITIMATION • A l'instar des autres membres du gouvernement, Mathieu Mboumba Nziengui et Florentin Moussavou seront astreints à toutes ces exigences. Ils devront contribuer à la concrétisation



Photo : Chris OYAME

Le ministre de l'Etat Mathieu Mboumba Nziengui, pourra-t-il profiter de son nouveau statut pour s'imposer ?

des projets initiés par l'Exécutif dans leurs secteurs de compétence respectifs. Et il y a lieu de s'accorder que les deux hommes occupent des ministères (Agriculture, Programme Graine ; et Éducation nationale et Enseignement technique) dont l'action est très attendue par les populations, en ce sens que ses effets ont des répercussions directes sur elles.

Mais au-delà, de ces défis d'ensemble, les représentants de l'UPG et de l'Adere auront, à eux deux, un défi particulier : celui de s'imposer comme des leaders de leurs formations politiques respectives et rassembler un maximum de militants et sympathisants derrière eux. D'autant que, depuis plusieurs mois voire des années, l'UPG et l'Adere font face à des crises internes. Au point d'avoir

plusieurs chefs. Les décisions de justice en leur faveur n'ayant pu, à ce jour, ramener la sérénité.

On sait qu'actuellement, dans les faits, l'UPG est divisée en trois tendances. Outre celle du nouveau ministre d'Etat, celle présidée par Jean de Dieu Moukagni Iwangou, et l'autre que dirige Bruno Ben Moubamba. De même, à l'Adere, Florentin Moussavou est privé d'une partie de militants et sympathisants qui se reconnaissent plutôt en l'ancien vice-président de la République, Djibou Divungi Di Ndinge qui revendique également la présidence dudit parti. Aujourd'hui, d'aucuns considèrent leur nomination au gouvernement de la République comme une légitimation de leur leadership, une façon pour le pouvoir de considérer que seuls eux peuvent ou doi-



Photo : D.R

Le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Florentin Moussavou, est également attendu sur le terrain du leadership au niveau de l'Adere.

vent parler au nom de leurs partis respectifs. Quelle que soit leur représentativité actuelle. La question est de savoir si, et c'est là le véritable défi à eux lancé, ils sauront profiter de ce "coup de pouce"

pour drainer derrière eux un maximum de militants de l'UPG et de l'Adere. Le tout dans la perspective de la Présidentielle de 2016. Étant donné qu'en politique, il n'y a rien pour rien.

Décès

Marc Antoine Nguéye est mort

Au moment où nous mettions sous presse, nous avons appris le décès de Marc-Antoine Nguéye, ancien premier maire adjoint de la commune d'Owendo, sous la mandature de Romaine Amvoula. Il était également homme de Dieu, membre influent de l'Eglise du christianisme céleste où il dut affronter une guerre de leadership (nous y reviendrons).



Photo : GRM

Tribune des Partis politiques

Effervescence !

APRÈS plus d'un mois de "sevrage", du fait des congés annuels, votre chronique est de retour. Notre plaisir est réel de renouer notre douce complicité.

Ces derniers temps, l'actualité au sein des partis politiques, objet de notre tribune, a été abondante. On a vécu une véritable effervescence au niveau des groupements ou autres partis politiques. Nous notons, entre autres, la guéguerre qui prévaut au sein de l'Union nationale (UN) où nombre des cadres tirent désormais à boulets rouges sur le président du parti, Zacharie Myboto. Parmi ceux qui le canardent, il y a son secrétaire exécutif adjoint, Gérard Ella Nguema, qui l'accuse publiquement de gérer l'Union nationale née de la fusion entre son parti le Rassemblement national des républicains (RNR), l'Union gabonaise pour la démocratie et le développement (UGDD) et le Mouvement africain pour le développement (MAD) de feu Pierre-Claver Zeng Ebome, comme une "épicerie familiale".

Un autre cadre du parti, Mike Jocktane en rajoutera même une couche à la faveur d'une conférence de presse, jugeant peu orthodoxes les méthodes du leader de l'UN.

Sur un tout autre plan, on peut évoquer

l'opposant Moukagni Iwangou, l'actuel président du Front de l'opposition pour l'alternance (FOPA), dont le désistement d'entrer au gouvernement Ona Ondo III est diversement interprété aujourd'hui au sein de l'opinion plurielle. Puisque d'aucuns voient en ce "volte-face", un "manque de courage" à assumer ses responsabilités, à respecter sa "parole donnée".

Un jugement qui tirerait son essence sur un détail pour le moins saisissant : la qualité du poste (ministre d'Etat) à lui attribué. Et donc le rang protocolaire : deuxième des quatre ministres d'Etat. Toute chose qui, pense-t-on, justifie qu'il avait été bel et bien consulté et avait donné son "accord de principe".

Dans ce cas, même s'il peut jouer au paon, aujourd'hui, le président du Front de l'opposition pour l'alternance, n'en sort pas totalement grandi de son volte-face. Si tant est que, au sein de son camp politique, certains amis politiques du FOPA, considèrent les négociations menées par lui, en cachette, avec le pouvoir en place, comme une forme de trahison.

D'où les risques probables de lui faire de moins en moins confiance à l'avenir ? C'est tout comme ! Entendu, pour nombre d'observateurs politiques avisés, que les ab-

sences de Jean Ping et ses proches (Jean Eyeghe Ndong, René Ndemezo'Obiang...) à sa conférence de presse de samedi, pourraient s'inscrire dans cette logique. Sauf à s'y méprendre.

Par ailleurs, appelé à faire partie du nouveau gouvernement rendu public le 11 septembre dernier par le Premier ministre Daniel Ona Ondo, le Rassemblement pour le Gabon (RPG) de Paul Mba Abesole, un parti membre de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence a, contre toute attente, désisté, après avoir pourtant été consulté en amont, apprenant.

OFFENSE • On aurait aussi pu balayer d'un revers de la main l'acte posé par ce parti. Mais le fait d'être un parti membre de la majorité qui soutient l'action du chef de l'Etat, change tout.

Du coup, le revirement opéré par le RPG est considéré par de nombreux pédégistes et plusieurs partis de la majorité, comme une "offense" faite à la délicatesse des plus hautes autorités du pays. Et une entrave aux termes de la Charte et du Code de bonne conduite qui lie toutes les parties constitutives de la galaxie présidentielle. C'est peu dire que ce précédent est forcément lourd de sens.

D'ailleurs, il n'est pas le premier orchestré par le RPG et son mentor. En 2009, lors de la Présidentielle ayant porté Ali Bongo Ondimba au pouvoir, le leader du Rassemblement s'était illustré par la même veine. Son coup de Jarnac se singularise par le soutien inattendu qu'il apporta à la candidature de feu André Mba Obame.

A Medoune, sans vouloir lui faire porter la responsabilité de l'échec, le PDG a curieusement perdu le poste de sénateur au profit d'un indépendant proche de l'Union nationale. Un siège politique où les deux alliés (PDG et RPG) totalisent pourtant la majorité absolue des conseillers locaux.

En somme, est-ce l'attitude que le leader du RPG a décidé d'afficher désormais pour extérioriser ses bouderies ? Puisque la question qui se pose aujourd'hui, est celle de savoir quelle attitude aurait eu l'ex-Bûcheron en chef, si d'aventure son RPG avait bénéficié d'un poste ministériel plus élevé que celui de ministre délégué. Et surtout si à un tel poste était promu quelqu'un de son entourage immédiat ? A cette allure, rien ne surprendrait qu'il quitte un jour la majorité. A moins que la raison prévale et prenne le dessus sur les caprices du cœur.